



Conseil économique et social

Distr. générale
24 novembre 2014
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-troisième session

4-13 février 2015

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain

Déclaration présentée par l'International Presentation Association of the Sisters of the Presentation of the Blessed Virgin Mary, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

Repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain est en harmonie avec le travail de l'International Presentation Association of the Sisters of the Presentation of the Blessed Virgin Mary, qui vise à mieux sensibiliser aux besoins du monde et à drainer les ressources nécessaires pour parler et agir en partenariat avec les autres pour réaliser la justice mondiale.

Les membres de l'Association vivent et travaillent dans 23 pays dans les cinq continents. Notre travail est multiforme, sensible aux spécificités culturelles et conscient de la nécessité de préserver la viabilité et la durabilité de la Terre et de déployer des efforts spécifiques de développement. Quelques exemples de nos efforts dans le domaine du développement social :

- Plaider pour l'utilisation, au sein du système de justice thaïlandais, concernant la propriété et l'utilisation foncière, d'une langue accessible aux plus vulnérables, en particulier aux personnes vivant dans la pauvreté;
- Travailler en partenariat avec les « villes en transition », les « églises en transition » et les initiatives durables des conseils locaux en Nouvelle-Zélande qui s'efforcent de promouvoir et de créer des moyens de subsistance durables;
- Encourager une éducation sensible à la culture et transformatrice pour les filles et les femmes autochtones en Australie;
- Tenir des ateliers pour diffuser des informations sur la lutte contre la violence fondée sur le sexe et sur la prévention de la traite des personnes en Dominique et en Zambie.

Malgré les nombreuses réalisations, les défis demeurent nombreux.

Le développement social exige un fort engagement pour une relation durable avec l'environnement. Cela ne peut se produire que si les décideurs aux niveaux local, national et régional reconnaissent la réalité et les conséquences graves du changement climatique et prennent des mesures positives pour contrer ses effets négatifs. La communauté, dans son ensemble, doit également être sensibilisée aux conséquences de la destruction de l'environnement par l'homme et à la nécessité de préserver l'environnement pour les générations futures. Par exemple, dans l'État plurinational de Bolivie, les écoles font de réels progrès dans l'éducation des élèves aux questions environnementales, comme en témoignent les indications que tous les élèves terminant la cinquième année ont une compréhension de base des questions environnementales. Bien que les cultures indigènes partagent un grand respect pour la Terre Mère, il semble y avoir un fossé entre cet amour de la Terre Mère et les programmes existants pour protéger l'environnement. Le recyclage, les usines de traitement des eaux usées et les efforts de lutte contre la déforestation ont été identifiés comme domaines particuliers à aborder.

Il est important de relever les défis auxquels sont confrontés ceux qui ont été appauvris par des systèmes injustes, en participant au programme de développement durable. La réticence à reconnaître l'action collective des communautés est un défi à surmonter. Le développement social inclusif ne peut être réalisé que lorsque les défis de l'inégalité sont pris en charge. Nos ministères de base continuent d'être particulièrement préoccupés par les inégalités vécues par les personnes vivant dans la pauvreté, surtout les enfants; les femmes et les filles (la violence et les stéréotypes

culturels et les obstacles à l'éducation, à la propriété foncière et à la participation à la prise de décision auxquels elles sont confrontées sont particulièrement inquiétants); les autochtones, les réfugiés et les migrants; et les personnes employées dans certains secteurs d'activité. Ils sont également préoccupés par les problèmes de l'emploi précaire. Dans notre expérience, les programmes et les politiques axés sur les personnes, les groupes d'entraide communautaires et les options de microfinance se sont révélés particulièrement efficaces pour relever le défi de l'inégalité économique pour les femmes en Inde et en Zambie.

Le défi actuel qui consiste à « repenser le développement social » nous oblige à réfléchir au-delà des progrès déjà réalisés.

Voie à suivre

Nous recommandons les mesures ci-dessous comme voie vers la réalisation d'un monde qui « ne laisse personne de côté ».

Repenser le développement nécessite de considérer les individus comme les acteurs de leur propre développement. Travailler dans des partenariats qui consultent les communautés locales sur leur développement est crucial pour s'assurer que les besoins des plus vulnérables sont pris en compte dans la conception de tout programme de développement. Les migrants et les personnes victimes de la traite doivent être respectés et traités avec dignité et leurs droits de l'homme doivent être protégés.

Une approche de développement véritablement consultative et participative est celle qui encourage les solutions de développement créatives à aller du bas vers le haut et qui reconnaît la primauté des réalités sur le terrain et des attentes des populations. Les structures de gouvernance participative à tous les niveaux peuvent aider ce processus. Les parlements de voisinage en Inde sont un bon exemple de ces structures de gouvernance.

Une approche de la croissance économique axée sur les personnes accorde, dans son essence, la priorité à l'individu et à la planète par rapport et non pas au profit. Le développement n'est durable que si la croissance économique comprend, en son cœur, la satisfaction des besoins humains fondamentaux, l'autonomie et les relations d'interdépendance entre tous les éléments de la société. Une telle approche nécessite de mettre davantage l'accent sur les petits exploitants agricoles familiaux et les industries rurales, les coopératives de personnes et la biodiversité. Les normes et les indicateurs pour les objectifs de développement, en particulier les objectifs liés à la croissance économique, doivent également être déterminés par les gouvernements nationaux, en collaboration avec les organismes des Nations Unies. Le seuil actuel de la pauvreté de 1,25 dollar par jour doit être remplacé par une mesure de la satisfaction des besoins humains fondamentaux, tel qu'envisagé par le Professeur Manfred A. Max-Neef dans son livre *Human Scale Development*.

Repenser le développement exige des gouvernements et des opérateurs du secteur privé qu'ils se concentrent sur une réorientation systémique vers la transparence et la responsabilisation. Un système électoral honnête et crédible pour les représentants du gouvernement est nécessaire si l'on veut créer un environnement propice au développement social. Ce système doit être compréhensible et accessible pour les membres les plus vulnérables de la société. Toutes les personnes doivent bénéficier des moyens pour communiquer directement avec l'administration publique.

Concernant les entreprises, la transparence et la responsabilisation nécessitent une vérification interne et externe régulière des ressources financières et le respect des droits de l'homme et des droits de la Terre.

Les informations doivent être traduites dans les langues locales afin qu'elles puissent parvenir à tout le monde. En outre, le renforcement des partenariats entre les gouvernements et les organisations non gouvernementales communautaires qui travaillent régulièrement avec les membres les plus vulnérables de la société permettrait de s'assurer que toutes les voix sont entendues et que tous peuvent participer au programme de développement social.

L'International Presentation Association of the Sisters of the Presentation of the Blessed Virgin Mary exprime sa solidarité au Rapporteur spécial sur la pauvreté et les droits de l'homme, en particulier son appréciation que les niveaux minimum de la protection sociale doivent être mis en œuvre en tant que droit de l'homme, au lieu du concept plus limité de « filets de sécurité sociale ».

Une éducation habilitante et autonomisante gratuite, obligatoire, de grande qualité, accessible à tous devrait être la responsabilité première des gouvernements et doit faire partie des missions du secteur public. Cette éducation doit être dispensée dans des infrastructures telles que les installations appropriées d'hygiène et d'assainissement, propices à l'éducation continue des filles une fois qu'elles atteignent la puberté. Il est nécessaire de fournir l'éducation après l'enfance pour renforcer l'action et les capacités des communautés locales et développer des technologies locales respectueuses de l'environnement.

Les services liés à la santé, à l'éducation, à l'eau et à l'assainissement sont des besoins fondamentaux de base qui doivent être garantis au titre de droits de l'homme. Les pouvoirs publics et le secteur public doivent continuer d'assurer leur mission principale de prestation de ces biens publics. Les projets créateurs de revenus visant à l'autonomisation économique des personnes vivant dans la pauvreté doivent être financés principalement par le Trésor public.

En repensant le développement social, il est nécessaire de repenser le financement du développement. L'imposition fiscale progressive peut drainer les fonds nécessaires pour augmenter les allocations budgétaires destinées au développement social. Il est important de revoir les priorités des dépenses du gouvernement et de réaffecter à l'investissement dans le développement un pourcentage des fonds que les pays consacrent à la défense et à l'armement.

L'International Presentation Association of the Sisters of the Presentation of the Blessed Virgin Mary rappelle que, si « le développement inclusif et durable est le défi fondamental de notre époque », la marque distinctive des plans et des actions qui répondent de façon significative au développement social est l'adhésion à la protection et la promotion des droits de l'homme.

Note : La déclaration est approuvée par les organisations non gouvernementales suivantes dotées du statut consultatif auprès du Conseil : Congregation of Our Lady of Charity of the Good Shepherd, Congregations of St. Joseph, Dominican Leadership Conference, Maryknoll Sisters of St. Dominic, Passionists International, Religious of the Sacred Heart of Mary, Salesian Missions, Sisters of Charity Federation, The Grail, UNANIMA International et VIVAT International.